

DEBAT NATIONAL SUR L'AVENIR DE L'ECOLE
COLLEGE CHAMPOLLION GRENOBLE
10 et 13 décembre 2003

*Organisateur : le principal du collège ; animatrice : IA IPR. (Une journaliste initialement prévue ne s'est pas présentée).
Le 10/12/03 après-midi et le 13/12/03 matin : 16 et 14 participants.*

1° réunion : 0 % d'élèves, 30 % de représentants de parents, 70 % enseignants, documentaliste et CPE.

2° réunion : 0 % d'élèves, 85 % de parents d'élèves, 15 % : professeur, CPE et documentaliste déjà présents le 10.

Questions choisies et abordées dans l'ordre chronologique

1. Question 1. Quelles sont les valeurs de l'Ecole républicaine et comment faire en sorte que la Société les reconnaisse ?
2. Question 6. Comment l'Ecole doit-elle s'adapter à la diversité des élèves ?
3. Question 15. Comment lutter efficacement contre la violence et les invectives ?

Si la manière d'aborder les questions est différente au cours des deux réunions, de nombreuses observations, propositions et leurs argumentaires sont récurrents. Chacun des trois développements ci-dessous constitue la synthèse des contenus des échanges.

Question 1. Quelles sont les valeurs de l'Ecole républicaine et comment faire en sorte que la Société les reconnaisse ?

Largement médiatisée, la question de la **laïcité** occupe une place centrale dans ce questionnement. Chacun s'accorde à considérer comme urgent de réintroduire les valeurs de la laïcité à l'école.

Le rôle néfaste des médias est unanimement déploré : Le débat est souvent faussé par l'intoxication des médias, y compris par certains propos gouvernementaux, de gauche comme de droite, qui y furent préférés.

La réaffirmation de la loi sur la laïcité de 1905 semble nécessaire : séparation de l'Eglise et de l'Etat, esprit de **NEUTRALITE** de l'Ecole. Elle gagnerait à s'accompagner d'une nouvelle loi volontariste et claire.

Après les hésitations, voire les erreurs des gouvernements passés, une attitude ferme s'impose.

Lors de la seconde réunion, deux avis très partagés concernent l'éventualité de deux jours fériés supplémentaires correspondant aux fêtes juive et musulmane. Les uns y trouvent tolérance, souci d'équilibre et respect des deux confessions largement représentées en France, les autres craignent d'ouvrir la porte aux exigences de toutes les religions minoritaires.

Indissociable de la société, l'école est le **lieu de la construction de la personne**. L'école se doit d'être un **espace neutre**, dans lequel l'individu apprend à **ETRE davantage qu'à AVOIR.**, un lieu de respect, de débat, d'écoute.

Un constat : Certaines attitudes résultent du diktat de la publicité, port de la casquette, de bandanas, exhibition du nombril avec tenues légères des filles calquées sur celles des vedettes médiatiques, choix de chaussures de sport de marques.

Il est important pour les parents de ne pas céder à la pression de l'enfant qui exige une marque plutôt qu'une autre.

Un des actes éducatifs essentiels consiste pour l'adulte à dire NON, toujours en le justifiant et en argumentant. Acte qui requiert courage, énergie, volonté et ténacité. Acte difficile.

Les vêtements sont selon les cas facteurs d'intégration sociale ou d'exclusion.

Un « **uniforme** » (**à définir**), éventuellement le port d'une blouse serait à envisager. Il éviterait tout signe extérieur de richesse ou d'appartenance à une classe socio-économique, l'exhibition de « marques », les attitudes régressives.

Quoi qu'il en soit, une **tenue correcte** et décente est exigible.

Que signifie « signe ostentatoire » (devenu « ostensible » depuis le débat)? Quelle en sont les limites ? Une discipline d'enseignement comme les arts plastiques interroge la question de la monstration : le montré/caché, le clair/obscur, le « cacher pour mieux mettre en valeur », la synecdoque et la symbolique, le corps érotisé (le cheveu plus qu'une autre partie du corps ? etc.).

Une inquiétude : Comment l'école devra-t-elle se comporter dans une décennie, avec une France de plus en plus multiraciale et multiconfessionnelle ? D'autant plus qu'en France le débat est faussé par la culpabilité consciente ou inconsciente d'un peuple qui fut colonisateur de pays musulmans. Créer des établissements privés sous contrat religieux musulmans est-il compatible avec une intégration dans la société française du plus grand nombre des enfants de l'émigration ?

S'imposent bien avant la classe terminale, tôt dans la scolarité, pour une meilleure connaissance des autres :

- **L'enseignement de la philosophie.** La leçon de morale qui inaugurerait jadis toute journée de classe n'en était pas si éloignée, illustrée de manière convaincante par les enseignants inventifs. Il importe d'apprendre la tolérance, de réfléchir sur le statut de la différence.
- **L'enseignement de toutes les religions.** A noter que certains élèves, prétendument de culture musulmane, refusent de suivre l'enseignement des « professeurs d'images » (d'arts plastiques), surtout si ce professeur est une femme ! Par contre, ils s'avèrent incultes à propos d'œuvres artistiques et architecturales des civilisations persanes, arabo-andalouses ou musulmanes !

Pour éviter les communautarismes, ne conviendrait-il pas de faire prendre conscience aux jeunes élèves que **religion** (personnelle), **respect de l'autre** et **identité** peuvent cohabiter en toute intelligence, et dans le respect des valeurs laïques et républicaines ? D'autant plus que les signes « religieux » comme port du voile sont apparues très récemment, comme une provocation, et sans que les connotations des signes arborés soient réellement connus.

La réflexion menée au plan national comme dans certaines disciplines sur « l'enseignement du fait religieux » va dans le bon sens.

Certains programmes (histoire-géographie, éducation civique, etc.) intègrent l'étude des textes fondateurs des religions. L'initiation à la connaissance de toutes les religions devrait être une préoccupation transversale, comme l'est celle de conduire les élèves à la maîtrise de la langue française et à l'apprentissage de la citoyenneté, à l'accueil de l'altérité sous toutes ses formes, même les plus marginales (artistiques...).

Ainsi les CDI doivent-ils se doter d'outils, utilisables par toutes les disciplines enseignées, tels que des livres sur l'Islam et d'autres religions (Editions Mazenod : *Lire l'Islam*).

Il est indispensable que soient conçus et mis en place **POUR TOUS LES ENSEIGNANTS**, en formation initiale et continue :

- Des outils pédagogiques pour aborder avec les élèves le fait religieux en toute sérénité
- des stages de formation pour les professeurs.

Pour approfondir la réflexion, éléments de bibliographie sommaire et une association :

- Naomi Klein, *No logo*.
- Françoise Héritier, *Masculin/Féminin, tomes 1 et 2, La place de la femme (Anthropologue ethnologue)*, Yale.
- Revue *Lire au collège, Le fait religieux (octobre, novembre, décembre 2003)*.

Documentation photographique.

- Luc Ferry, *Qu'est-ce qu'une vie réussie ?*

- PEREC : *Association pour une école républicaine et citoyenne (Paris, Grenoble, etc.)*.

CONCLUSION : QUELQUES PROPOSITIONS CONCRETES

L'histoire des religions : une préoccupation transversale

L'introduction le plus tôt possible de l'enseignement de la philosophie ou de la morale

Question 6. Comment l'Ecole doit-elle s'adapter à la diversité des élèves ?

La réussite, souvent remarquable, des établissements de l'enseignement agricole est-elle liée à la petite taille des structures, aux faibles effectifs des classes, aux méthodes de travail intégrant l'alternance ? Elle est réelle et vérifiée maintes fois : des élèves en GRAND ECHEC scolaire au collège s'y trouvent en GRANDE REUSSITE.

Est-ce parce que les élèves y trouvent la professionnalisation, alors que le collège voulait les conduire vers d'improbables études supérieures sans débouché envisageable ?

Contrairement aux statistiques affichées dans le document « L'état de l'école », les expériences vécues par les professeurs et les parents d'élèves portent à penser que les effectifs des classes sont déterminants dans la qualité du travail et les résultats scolaires : aide individualisée, échanges constructifs.

De petites structures (petites écoles, collèges entre 450 et 600 élèves) semblent plus favorables aux apprentissages des élèves. Elles défavorisent par contre certains enseignants, par exemple des langues comme l'espagnol ou l'italien, dont les supports multiples des postes compliquent le travail en le multipliant : services éclatés, conseils de classes superposés...

Dans les classes de REP et de zones sensibles, des expérimentations faisant éclater les groupes-classes et conduisant à produire de l'homogénéité dans des groupes s'avèrent efficaces. Par exemple, pour la correction d'un devoir surveillé d'une discipline, de manière ponctuelle et en fonction des besoins, les élèves de deux classes sont regroupés : ceux qui ont bien réussi avec un enseignant, les autres avec un autre. Cela suppose des emplois du temps compatibles et de la

souplesse.

Ainsi tel élève peut-il se trouver dans la même journée dans un groupe « réussite » dans une discipline et un groupe « qui doit progresser » dans une autre. Le système de « filière » est alors évité avec le sentiment d'échec qui lui est lié.

Les dispositifs transversaux comme les itinéraires de découverte n'arrivent-ils pas tardivement dans la scolarité des élèves en difficulté scolaire ? Il existe des remédiations comme les études dirigées en 6°, l'alternance en 4° (contact avec lycée professionnel ou entreprise)... Mais sont-elles suffisantes et assez systématiquement utilisées ?

La diversité des méthodes d'apprentissage est infinie : il y a autant de façon d'apprendre que d'individus. Il serait nécessaire que les élèves, en plus des cours disciplinaires, puissent être en situation de percevoir, éprouver et expérimenter différentes méthodes et trouver celle(s) qui semble(nt) plus efficace(s) à chacun.

L'égalité des chances : Ne conviendrait-il pas de parler plutôt de tentative d'égalisation des chances ou de souci d'équité ? Si le collège unique ne donne pas satisfaction, il faut éviter l'école à deux vitesses : une école pour les classes socio-économiques et culturelles privilégiées, une autre école pour les autres. Comment faire pour éviter que l'École soit l'agent de la reproduction des classes et ne privilégie que les « héritiers » ?

S'il semble indispensable d'établir des liens avec l'entreprise, l'école ne doit en aucun cas être son antichambre.

L'immaturation des élèves : un constat général et récurrent dans les conseils de classe de tous niveaux. Les élèves auraient-ils donc changé par rapport à ceux des générations précédentes ? En ce cas, les exigences des programmes et instructions officielles ne devraient-elles pas intégrer cette évolution et y être adaptées ?

En tout cas, ce qui doit être suscité, c'est le désir d'apprendre et le plaisir du travail, favorisés par un enseignement plus individualisé, par petits groupes, avec, donc, des moyens budgétaires appropriés.

CONCLUSION : QUELQUES PROPOSITIONS CONCRETES

Favoriser l'apprentissage individualisé

Apprendre la méthodologie de l'apprentissage

Question 15 . Comment lutter efficacement contre la violence et les invectives ?

Les « débordements violents » ne sont pas soudain récemment apparus à l'école : ils ont toujours existé, les anciens élèves des années 1960-70 s'en souviennent. Ils prenaient alors parfois la forme de chahuts collectifs.

La différence entre les violences d'hier et d'aujourd'hui :

- le respect des enseignants a progressivement diminué pour diverses raisons.
- le « mal-être » de certains enfants et adolescents.
- les difficultés scolaires de certains élèves, puisque tous sont aujourd'hui scolarisés.

La violence est souvent liée à l'incapacité de l'élève à verbaliser et formuler : son mal-être, ses problèmes, sa pensée tout simplement.

Circuler dans l'établissement à certaines heures est difficile : Il faudrait (ré)apprendre des règles simples de déplacement et disposer de davantage d'adultes comme des surveillants, avec un engagement du chef d'établissement et la **vigilance de toute l'équipe d'encadrement**, avec davantage de synergie entre les familles et les équipes éducatives, donc l'adhésion des familles au règlement intérieur.

Les élèves doivent pouvoir s'approprier leur école.

L'heure de vie de classe doit être systématiquement mise en place pour apprendre à vivre ensemble et éviter l'émergence ou le développement de conflits : si possible en fin d'après-midi (emploi du temps).

Chacun s'accorde à reconnaître la difficulté des parents à éduquer les enfants, difficulté accrue par la multiplication des familles monoparentales.

Une école des parents, avec une initiation à la psychologie, à la pédiatrie, etc. serait d'utilité publique, car « être (bon) parent n'est pas inné ». Beaucoup de parents actuels souffrent eux-mêmes d'un déficit d'éducation, ex-« enfants-rois », « libres enfants » (de Summerhill) de parents « soixante-huitards », certains manquent parfois eux-mêmes de repères sur l'éducation.

Dans les milieux les moins favorisés, les parents et aînés au chômage ne peuvent en aucun cas être des modèles pour les enfants et adolescents, seuls à devoir se lever tôt le matin pour partir à l'école ou au collège !

Même les parents les plus volontaristes, qui connaissant leur « Dolto » sur le bout du doigt, ont du mal à ne pas culpabiliser : dès la maternité, si la nouvelle mère n'allait pas, jusqu'au lycée en passant par la crèche où les parents

« déposent » leur enfant pour aller travailler, la société française a tendance à culpabiliser le parent qui ne reste pas au foyer.

Serait-il envisageable de prévoir une aide financière suffisante à l'un des parents pour qu'il puisse davantage s'impliquer dans l'éducation des enfants ?

La violence verbale et la violence physique ne sont pas réservées à l'école.

Si les médias sont loin d'être innocents (comme dans la question 1 sont à déplorer les « signaux toxiques des médias » sous toutes leurs formes), il y a là un problème de la société française dans son ensemble, qui touche toutes les classes d'enfants, et des deux sexes : La grossièreté affichée parfois par certaines filles montre qu'elles semblent avoir perdu le respect d'elles-mêmes.

La généralisation de la violence la banalise sans que les français prennent conscience de son énormité. Pour preuve : l'incompréhension de cette violence pour des étrangers francophones, par exemple québécois. Certains propos tenus par des garçons à l'égard de filles dans les banlieues leur sont proprement impensables et ne seraient en aucun cas admissibles, acceptables au Québec.

Voilà donc un vaste et urgent chantier : changer les mentalités en changeant les pratiques, d'abord au sein de l'école, pour espérer les changer dans la société française.

A l'unanimité, une **urgence : rétablir l'autorité**

- celle des parents : qui doivent oser dire « non », posture difficile qui requiert énergie et courage. Tout « non » dûment justifié est plus facilement accepté, même par le plus rebelle !
- celle des enseignants, avec l'appui de l'institution dans son ensemble, en particulier par le chef d'établissement.

CONCLUSION : QUELQUES PROPOSITIONS CONCRETES

Organiser systématiquement une heure de vie de classe

Favoriser la synergie entre équipes éducatives et familles